

## 6 Société et Culture

## Médecine/Traitement des maladies du cœur

## Retrait des médicaments à base de Valsartan

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

**APRÈS** le sombre épisode, en décembre 2017, des produits de nutrition infantile estampillés Picot – fabriqués par le laboratoire français Lactalis, qui a contraint les autorités sanitaires gabonaises à retirer les lots à risque du circuit de distribution –, le pays est de nouveau confronté à une autre crise touchant la branche pharmaceutique. A savoir le retrait de lots de produits ayant comme principe actif du Valsartan. Un médicament très indiqué dans le traitement des maladies liées au cœur. C'est à travers une note datant de début août, que la Direction du médicament et de la pharmacie



Photo : Rudy Hombenet

Les produits à base de la substance incriminée doivent être retirés des rayons des pharmacies.

(DMP) a informé l'ensemble des professionnels de santé de la décision prise par la tutelle de mettre un terme à la prescription et à l'usage du Valsartan.

Particulièrement dans le traitement des patients ayant récemment (entre 12 heures et 10 jours) été victimes d'une crise cardiaque (infarctus du myo-

carde). Mais aussi, dans la médication des cas d'insuffisance cardiaque symptomatique et d'hypertension artérielle.

« Le Valsartan est commer-

cialisé au Gabon depuis plusieurs années. La décision des autorités du ministère de la Santé a été motivée par le retrait, en juin dernier, des médicaments à base dudit produit dans le pays d'origine. A savoir la France », indique un expert du ministère de la Santé. La même source précise que « la gestion de risque a été faite à la suite de la contamination probable de la matière première de ce médicament par des substances cancérigènes ». En effet, la substance active qui pose problème aurait été compromise par une impureté scientifiquement appelée N-nitrosodiméthylamine (NDMA). D'après l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) de France, la substance produite par un fabricant chinois serait classée par l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) comme probablement cancérigène chez l'homme. C'est donc pour éviter d'exposer les patients traités dans l'Hexagone sur la base de cette molécule, soit 1,3 million de personnes, que les autorités sanitaires ont décidé du rappel des médicaments comprenant du Valsartan. En plus de la mise en place d'un numéro vert. Au Gabon, les principales organisations chargées d'appliquer les consignes du ministère de la Santé sont l'Office pharmaceutique nationale (OPN), l'Ordre des médecins du Gabon, Pharmagabon, Ubipharm, les pharmacies et les hôpitaux. Mieux, des consignes fermes ont été données aux différents laboratoires, afin qu'ils procèdent effectivement au retrait des lots à problème.

## Vie des associations/ Le Salon de la femme Nécessité de travailler en réseau



Photo : LLIM

Me Henda Ben Rejeb (g) et Sidonie Flore Ouwe ont invité...



Photo : LLIM

...les Associations des femmes à travailler en réseaux.

LLIM  
Libreville/Gabon

LA présidente de la plateforme Le Salon de la femme, Sidonie Flore Ouwe a, lors d'une rencontre, dimanche dernier, dans la commune d'Akanda, annoncé aux

membres de l'Ong un programme triennal dénommé "Appui à l'autonomisation pour un développement inclusif. Ce programme qui s'étale sur trois ans comprendra, a-t-elle révélé, une phase d'informations sur l'intérêt du travail en réseau, la formation aux métiers

stratégiques, la mise en place des différents projets et l'accompagnement des investisseurs intéressés. Auparavant, elle a invité les responsables des différentes associations à se constituer en réseau car, "seul on est invisible. Mais ensemble on est invincible".

Prenant pour repères les modèles ivoirien et camerounais dans l'accomplissement du travail en collectivité, la présidente du Salon de la femme a exhorté ses sœurs gabonaises à s'imprégner de ces modèles riches d'expériences et porteurs de fruits : "Nous constatons

qu'au Gabon plusieurs femmes entreprennent certes. Mais, très peu connaissent une évolution dans leurs activités. C'est qu'il y a un véritable problème", s'est-elle offusquée. Elle a également lancé un appel à une forte adhésion pour un objectif de 10.000 membres.

Invitée à cette rencontre, Kenda Ben Rejeb, une avocate tunisienne, activiste du mouvement féministe et coordinatrice du monde arabe a partagé son expérience avec les femmes gabonaises : "soyez comme des roseaux, ils fléchissent mais ne rompent pas", a-t-elle conseillé.

## Enseignement supérieur /Signature de convention ESGIS et Swiss Umef University désormais liés

Sveltana Ntsame Ndong  
Libreville/Gabon

LE président directeur général de l'Ecole supérieure de gestion d'informatique et des sciences (ESGIS) Marcel Macy Akakpo et le vice-recteur de Swiss Umef University, Ahmed Boutamo ont signé dernièrement, dans les locaux d'ESGIS, sis à Glass, dans le 4e arrondissement de Li-

breville, une convention de partenariat. Celui-ci entrera en vigueur dès la prochaine rentrée universitaire.

Un accord qui se veut bénéfique pour les deux parties, dans la mesure où il va permettre, selon le vice recteur Swiss Umef University « aux étudiants du Gabon de poursuivre leurs études en Suisse à partir de la 3<sup>e</sup> année et vice versa pour les étudiants Suisses. Il met également à la dispo-



Photo : SNN

Le président directeur général de ESGIS, Marcel Macy Akakpo (cravate rouge) et le vice recteur de Swiss Umef University, Ahmed Boutamo, paraphant le document de l'accord.

sition de ceux qui le veulent des bourses d'études dans différents domaines» a-t-il relevé.

Pour la première phase expérimentale, ce sont au total 200 à 300 étudiants gabonais qui bénéficieront d'une immersion dans l'environnement multiculturel Suisse.

Le responsable du Groupe ESGIS a insisté sur la portée d'un tel partenariat surtout à l'heure de la globalisation. « Nous avons

compris que dans un contexte de mondialisation, il n'était pas possible pour une entité académique d'évoluer en système isolé, ou en vase clos. C'est pourquoi, nous avons fait des ouvertures vers des universités du Nord, notamment la France et la Suisse, pour délocaliser certaines de leurs formations et les implanter ici au sein de notre structure locale » a souligné, Marcel Macy Akakpo.